**Conférence de Bruxelles : solidarité avec l’Ukraine**

* Conférence de Bruxelles *(résumé)*
* Dick Nichols : La conférence de Bruxelles porte la solidarité avec l’Ukraine à un niveau supérieur
* Intervention de Bernard Dreano RESU/ENSU France
* Intervention de Mounir Satouri, député européen français (Les Ecologistes /Les verts au PE)
* Union syndicale Solidaires : Conférence de Bruxelles 26-27 mars 2025

**Conférence de Bruxelles *(résumé)***

*Compte rendu de la conférence Solidarité avec l’Ukraine écrit par Dick Nichols [*[*greenleft.org*](https://www.greenleft.org.au/content/brussels-conference-lifts-ukraine-solidarity-higher-plane)*], correspondant européen de GreenLeft (Gauche verte) qui a participé à l’organisation de la conférence Solidarité avec l’Ukraine.*

[La conférence Solidarité avec l’Ukraine,](https://ukraine-solidarity.eu/left-solidarity-with-ukraine-brussels-26-27-march-2025) qui s’est tenue à Bruxelles du 26 au 27 mars, a rassemblé environ 200 militantEs d’une vingtaine de pays, en soutien aux droits nationaux et sociaux du peuple ukrainien.

Ce rassemblement était organisé par le [Réseau européen de solidarité avec l’Ukraine (ENSU)](https://ukraine-solidarity.eu/) et les [Campagnes de solidarité avec l’Ukraine (USC) d’Angleterre, du Pays de Galles](https://ukrainesolidaritycampaign.org/2025/03/25/build-support-for-our-plan-for-a-free-and-united-ukraine-an-alternative-to-russian-occupation/) et [d’Écosse](https://ukrainesolidarity.scot/) . Il visait à renforcer la solidarité entre les peuples, alors que la menace d’une partition et d’un pillage de l’Ukraine par les gouvernements de Vladimir Poutine et de Donald Trump se fait de plus en plus grande.

La conférence s’est également déroulée dans le contexte du conflit actuel entre les mouvements syndicaux, féministes, environnementaux, de défense des droits civiques et politiques progressistes d’Ukraine et les politiques intérieures néolibérales du gouvernement de Volodymyr Zelensky.

Le choix de Bruxelles comme ville hôte a été déterminé par la nécessité de renforcer le dialogue et la collaboration entre les nombreux mouvements sociaux ukrainiens, les groupes de solidarité avec l’Ukraine et les députés européens (MPE – membres du Parlement européen) et nationaux des formations de gauche, vertes, sociales-démocrates et progressistes en faveur de l’indépendance nationale.

Ces parlementaires — notamment l’ancienne ministre finlandaise de l’Éducation [Li Andersson](https://en.wikipedia.org/wiki/Li_Andersson) (Alliance de gauche) et [Jonas Sjöstedt](https://en.wikipedia.org/wiki/Jonas_Sj%C3%B6stedt) (ancien dirigeant du Parti de gauche suédois) — ont pris la parole lors [d’un événement organisé le 26 mars au Parlement européen](https://left.eu/left-solidarity-with-ukraine-in-wake-of-trump-attacks/) par le groupe de gauche au PE (« Solidarité avec l’Ukraine : reconstruction et société civile ») et lors de la conférence Solidarité avec l’Ukraine elle-même.

Dans son discours au Parlement européen, Sjöstedt a souligné le caractère à double face de la solidarité progressiste : *« La guerre en Ukraine ne fait pas seulement rage en première ligne. Les combats menés par les défenseurs des droits des travailleurs, les militants pour le climat et les militants des droits des femmes façonnent et continueront de façonner l’avenir de l’Ukraine. Nous devons être solidaires de ces mouvements, surtout en temps de guerre, et nous continuerons de le faire. »*

*« Nous devons continuer à défendre les droits des travailleurs lors de l’élaboration de nouveaux codes du travail en Ukraine, nous devons lutter pour les professionnels de la santé qui travaillent dans des conditions encore plus difficiles, et nous devons continuer à impulser le changement pour mettre un terme à la flotte fantôme russe écologiquement désastreuse [de pétroliers rouillés]. »*

**Tanya Vyhovsky**L’intervention d’autres éluEs a ouvert la voie à d’autres sujets clés de discussion lors de la conférence. Tanya Vyhovsky, [sénatrice progressiste-démocrate du Vermont](https://tanyavforvt.com/policy-positions/), en est un exemple frappant : elle a abordé de front la menace de Trump contre l’Ukraine.

*« Ce n’est pas une situation normale, et malheureusement, la grande majorité des démocrates agissent comme si c’était le cas… le programme Musk-Trump est un programme fasciste et le programme Musk-Trump-Poutine est un programme fasciste mondial. »*

Elle a ajouté : *« Il est important pour moi personnellement [en tant qu’Ukraino-Américaine] que la guerre en Ukraine se termine par une paix véritable. Cela signifie pas d’occupation, pas d’annexion de territoire ; cela signifie que les troupes russes rentrent chez elles. Cela ne signifie pas prendre le peuple ukrainien en otage pour des ressources. »*

Résister au programme Trump-Poutine ne se limitait pas à défendre les droits des UkrainienNEs : *« Ceux /celles qui pensent que ce programme ne les menace pas se trompent ; il nous menace touTEs. Il menace notre société et notre climat. »*

Pour Vyhovsky, la seule réponse possible est de *« construire un réseau mondial de solidarité. Les oligarques, les milliardaires et (à vrai dire) les mafieux qui ont pris le contrôle du gouvernement américain ont des connexions dans le monde entier […]. Ils ont pour projet de se partager le monde, en le considérant à travers le prisme du capital, comme s’il s’agissait uniquement d’actifs »*

*« Nous devons mettre un terme à cela. Et nous le pouvons, en développant la solidarité internationale de la classe ouvrière et en nous rappelant que nous sommes liés. Ce qui arrive à l’Ukraine nous concerne tous. »*

**Li Andersson**L’euro-députée finlandaise Li Andersson a mené le débat sur une politique de défense progressiste : comment fournir simultanément à l’Ukraine les armes dont elle a besoin pour expulser l’envahisseur russe et pour la défense des pays menacés par les ambitions de Poutine, tout en n’adhérant pas à la logique militariste du plan de 800 milliards d’euros de la Commission européenne pour les *« dépenses de défense »,*récemment lancé sous couvert de *« soutien à l’Ukraine ».*

Un point clé soulevé par Andersson était la nécessité d’une politique de défense progressiste qui rejette les objectifs de dépenses de défense fixés en proportion du produit intérieur brut : *« Je pense vraiment que fixer un tel objectif est une façon absurde de mesurer les capacités dedéfense. Les dépenses de défense ne devraient pas être fondées sur des objectifs abstraits, mais sur les besoins et les priorités. »*

Il y a eu, par exemple, des moments où la Finlande a dû acheter de nouveaux avions. Dans ce cas, les dépenses de défense augmentent. Une fois l’investissement réalisé, cependant, elles peuvent et doivent être réduites, même en dessous de l’objectif de 2% fixé par l’OTAN.

La séance plénière sur le thème « Quelle paix ? » a vu les interventions de l’eurodéputé vert français [Mounir Satouri](https://en.wikipedia.org/wiki/Mounir_Satouri) (président de la sous-commission des droits de l’homme du Parlement européen) et du député danois de l’Alliance rouge-verte [Søren Søndergaard](https://www.thedanishparliament.dk/en/members/soeren-soendergaard). Tous deux se sont concentrés sur les conditions nécessaires pour qu’un règlement juste de la guerre contre l’Ukraine puisse au moins être envisagé.

Pour Søndergaard, une paix juste était impensable sans la défaite de l’invasion de Poutine et l’implication de l’Ukraine dans les négociations sur son propre avenir : quels que soient les accords de cessez-le-feu que l’Ukraine pourrait être obligée d’accepter dans l’intervalle, le soutien militaire des pays de l’UE devrait être maintenu et augmenté si l’administration Trump réduisait ou même mettait fin à son soutien à l’Ukraine.

**Des militantEs ukrainienNEs inspiréEs par la solidarité**La conférence a été marquée par la participation de dirigeantEs et d’activistes du mouvement social ukrainien, le deuxième plus grand contingent présent après les Belges locaux.

Les interventions comme celles de l’avocat du travail [Vitaliy Dudin](https://www.rosalux.de/en/profile/es_detail/XOBYF7A8X8/vitaliy-dudin?cHash=9cc0ef8df8332b85e02254245b9c683f) (activiste du Mouvement social ukrainien de gauche), [Oksana Slobodiana](https://laboursolidarity.org/en/europe/n/3440/ukrainian-trade-unionists-and-feminists-speak-out) (leader du syndicat des travailleurs de la santé Be Like Us), le leader des travailleurs du bâtiment [Vasyl Andreiev](https://www.radiolabour.net/andreyev-130623.html) (vice-président de la Fédération des syndicats d’Ukraine, majoritaire) et Yuri Levchenko (leader du Pouvoir populaire, initiative pour construire un parti ukrainien du travail), ont fait ressortir avec force les souffrances et les sacrifices impliqués dans la résistance à l’invasion russe.

Ce fardeau repose en grande partie sur les épaules des travailleurEs ukrainienNEs.

L’importance de la solidarité de la classe ouvrière et des syndicats avec le mouvement ouvrier ukrainien a été le fil rouge de la conférence et a fait l’objet d’une attention particulière lors d’une session qui a réuni [Sacha Ismail](https://ukrainesolidaritycampaign.org/author/sachaismail1/), responsable de liaison syndicale de l’USC (Angleterre et Pays de Galles), [Cati Llibre](https://www.ugt.cat/tag/cati-llibre/) (vice-présidente de l’Union générale des travailleurs de Catalogne) et Félix Roux de la confédération syndicale radicale française [Solidaires](https://en.wikipedia.org/wiki/Union_syndicale_Solidaires).

Le thème le plus abordé ensuite était celui de la lutte féministe en Ukraine et le rôle des femmes dans la reconstruction du pays. Yvanna Vynna, de l’organisation féministe Bilkis, [a présenté de manière mémorable](https://laboursolidarity.org/en/europe/n/3440/ukrainian-trade-unionists-and-feminists-speak-out) le rôle de son organisation, qui soutient simultanément l’effort de défense et la lutte pour les droits des femmes.

La lutte continue pour la défense des libertés civiles, notamment dans les territoires occupés, a été traitée par Mykhailo Romanov, représentant du Groupe de protection des droits de l’homme de Kharkiv, et Bernard Dréano, président du Centre d’initiatives et d’études sur la solidarité internationale, basé en France, et initiateur de la [pétition People First](https://people1st.online/) (exigeant la libération de tous les captifs résultant de l’invasion russe).

Un message important a été transmis lors d’un atelier par des opposants russes exilés à la guerre de Poutine. Maria Menshikova, correspondante du magazine interdit [Doxa,](https://en.wikipedia.org/wiki/Doxa_(magazine)) Dmitrii Kovalev ([Gauche pour une paix sans annexions](https://links.org.au/topic/left-peace-without-annexations)) et Viktoria (représentante de [la Résistance féministe anti-guerre](https://en.wikipedia.org/wiki/Feminist_Anti-War_Resistance)) ont touTEs souligné que toute victoire de « l’opération militaire spéciale » de Poutine serait une défaite pour le mouvement pour les droits démocratiques en Russie même.

Le succès de la conférence s’est mesuré à l’aune de la réaction des participantEs ukrainienNEs. Lors de la séance publique de clôture, [Oksana Dutchak](https://commons.com.ua/en/authors/dutchak-oksana/), rédactrice en chef de la revue ukrainienne *Commons*, a comparé son humeur avant et après l’événement : sombre avant, compte tenu des manœuvres de Trump et Poutine visant à « réparer » l’Ukraine à son insu, et inspirée après par la vague de solidarité suscitée lors de la conférence.

La solidarité compte. Après Bruxelles, il s’agit de la renforcer et de mieux la coordonner. Un outil pour y parvenir sera [le projet de Déclaration de Bruxelles](https://docs.google.com/document/d/1wW3e_d5P3_xQhSa4jZuN57LyFyXIKxHD/edit?usp=sharing&ouid=113142627668707667594&rtpof=true&sd=true), qui sera adopté dans sa version définitive lors d’une prochaine téléconférence et bientôt ouvert à la discussion et aux amendements.

**\*\*\*\*\*\*  
La conférence de Bruxelles porte la solidarité avec l’Ukraine  
à un niveau supérieur**

*Le Réseau Européen de Solidarité avec l’Ukraine a été créé dans les jours qui ont suivi l’invasion massive du 24 février 2022. A l’époque, personne ne pouvait savoir que la guerre allait durer plusieurs années. Le principe de base du RESU a toujours été d’organiser la solidarité « du bas vers le bas », d’organisations progressistes de la société civile de différentes pays d’Europe avec des organisations et des collectifs progressistes en Ukraine. La conférence de Bruxelles des 26 et 27 mars a permis de nous rencontrer en personne et d’élargir notre vision avec la participation d’une sénatrice du Vermont (Etats-Unis) particulièrement en pointe dans les mobilisations contre l’administration Trump.*

‍La conférence sur la solidarité avec l’Ukraine, qui s’est tenue à Bruxelles les 26 et 27 mars, a rassemblé environ 200 militants d’une vingtaine de pays, en soutien aux droits nationaux et sociaux du peuple ukrainien.

La réunion était organisée par le Réseau [européen de solidarité avec l’Ukraine (RESU-ENSU)](https://ukraine-solidarity.eu/) et les Campagnes de solidarité avec l’[Ukraine (USC) d’Angleterre et du Pays de Galles](https://ukrainesolidaritycampaign.org/2025/03/25/build-support-for-our-plan-for-a-free-and-united-ukraine-an-alternative-to-russian-occupation/) et d’[Écosse](https://ukrainesolidarity.scot/). Elle était consacrée au renforcement de la solidarité entre les peuples, alors que la menace d’une partition et d’un pillage de l’Ukraine par les gouvernements du président russe Vladimir Poutine et du président américain Donald Trump se fait de plus en plus pressante.

La conférence s’est également déroulée dans le contexte du conflit actuel entre les mouvements syndicaux, féministes, écologistes, des droits civiques et politiques progressistes d’Ukraine et les politiques nationales néolibérales du gouvernement de Volodymyr Zelensky.

Le choix de Bruxelles comme ville hôte a été déterminé par la nécessité de renforcer le dialogue et la collaboration entre les nombreux mouvements sociaux ukrainiens, les groupes de solidarité avec l’Ukraine et les membres du Parlement européen (MPE) et les députés nationaux des formations de gauche, écologistes, social-démocrates et progressistes d’indépendance nationale.

Ces parlementaires, notamment l’ancienne ministre finlandaise de l’éducation [Li Andersson](https://en.wikipedia.org/wiki/Li_Andersson)(Alliance de gauche) et [Jonas Sjöstedt](https://en.wikipedia.org/wiki/Jonas_Sj%C3%B6stedt) (ancien dirigeant du Parti de gauche suédois), ont pris la parole lors d’[un événement du Parlement européen organisé le 26 mars](https://left.eu/left-solidarity-with-ukraine-in-wake-of-trump-attacks/) par le groupe de la Gauche au Parlement européen (« Solidarité avec l’Ukraine : reconstruction et société civile ») et lors de la conférence Solidarité avec l’Ukraine elle-même.

Dans son discours au Parlement européen, Jonas Sjöstedt a expliqué le double aspect de la solidarité progressiste : « La guerre en Ukraine ne fait pas rage uniquement sur les lignes de front. Les combats menés par les défenseurs des droits des travailleurs, les militants pour le climat et les défenseurs des droits des femmes façonnent et continueront de façonner l’avenir de l’Ukraine. Nous devons nous montrer solidaires de ces mouvements, en particulier en temps de guerre, et nous continuerons de le faire.

« Nous devons continuer à défendre les droits des travailleurs lors de la rédaction de nouveaux codes du travail en Ukraine, nous devons nous battre pour les travailleurs de la santé qui travaillent dans des conditions encore plus difficiles, et nous devons continuer à promouvoir le changement pour mettre fin à la flotte fantôme russe [de pétroliers rouillés], qui est désastreuse sur le plan écologique. »

**Tanya Vyhovsky**Les interventions d’autres élus ont ouvert d’autres sujets clés de discussion lors de la conférence. Tanya Vyhovsky, sénatrice [démocrate progressiste de l’État américain du Vermont](https://tanyavforvt.com/policy-positions/), a donné un exemple frappant en abordant de front la menace que représente Trump pour l’Ukraine.

« Ce n’est pas une affaire comme les autres, et malheureusement, la grande majorité des démocrates agissent comme si c’était le cas… Le programme Musk-Trump est un programme fasciste et le programme Musk-Trump-Poutine est un programme fasciste mondial. »

Elle a ajouté : « Il est important pour moi personnellement [en tant qu’Ukrainienne-Américaine] que la guerre en Ukraine se termine par une véritable paix. Et cela signifie pas d’occupation, pas d’annexion de terres ; cela signifie que les troupes russes rentrent chez elles. Cela ne signifie pas prendre le peuple ukrainien en otage pour des ressources. »

Résister à l’agenda Trump-Poutine ne consistait pas seulement à défendre les droits des Ukrainiens : « Quiconque pense que cet agenda ne constitue pas une menace pour lui se trompe – c’est une menace pour nous tous. C’est une menace pour notre société et une menace pour notre climat. »

Pour Vyhovsky, la seule réponse possible est « de construire un réseau mondial de solidarité. Les oligarques, les milliardaires et (franchement) les truands qui ont pris le contrôle du gouvernement américain ont des connexions à travers le monde […] ils ont un plan pour diviser le monde, en le traitant à travers le prisme du capital, comme des actifs uniquement.  
Nous devons arrêter cela. Et nous le pouvons, et cela passe par la construction d’une solidarité internationale de la classe ouvrière et en se rappelant que nous sommes connectés. Ce qui arrive à l’Ukraine nous arrive à tous. »

**Li Andersson**L’eurodéputée finlandaise Li Andersson a dirigé la discussion sur une politique de défense progressiste – comment fournir simultanément à l’Ukraine les armes dont elle a besoin pour expulser l’envahisseur russe et pour défendre les pays menacés par les ambitions de Poutine, sans pour autant adhérer à la logique militariste du plan de « dépenses de défense » de 800 milliards d’euros de la Commission européenne, récemment lancé sous couvert de « soutien à l’Ukraine ».

Andersson a notamment souligné la nécessité d’une politique de défense progressiste afin de rejeter les objectifs de dépenses de défense fixés en proportion du produit intérieur brut : « Je pense vraiment que la fixation d’un tel objectif est une façon stupide de mesurer les capacités de défense. Les dépenses de défense ne doivent pas être basées sur des objectifs abstraits, mais sur les besoins et les priorités.  
Il y a eu, par exemple, des moments où la Finlande a eu besoin d’acheter de nouveaux avions. Dans une telle situation, les dépenses de défense augmentent. Une fois l’investissement réalisé, cependant, elles peuvent et doivent baisser, même en dessous de l’objectif de 2% de l’OTAN. »

La session plénière sur le thème « Quelle paix ? » a vu les interventions du député européen français des Verts [Mounir Satouri](https://en.wikipedia.org/wiki/Mounir_Satouri) (président de la sous-commission des droits de l’homme du Parlement européen) et du député danois de l’Alliance rouge-verte [Søren Søndergaard](https://www.thedanishparliament.dk/en/members/soeren-soendergaard). Tous deux se sont concentrés sur les conditions qui devraient prévaloir pour qu’un règlement juste de la guerre contre l’Ukraine puisse au moins être envisagé.

Pour Søndergaard, une paix juste était impensable sans une défaite de l’invasion de Poutine et la participation de l’Ukraine aux négociations sur son propre avenir : quels que soient les accords de cessez-le-feu que l’Ukraine pourrait devoir accepter dans l’intervalle, le soutien militaire des pays de l’UE devrait être maintenu et accru si l’administration Trump réduit ou même met fin à son soutien à l’Ukraine.

**Des militants ukrainiens inspirés par la solidarité**La conférence s’est distinguée par la participation de dirigeants et de militants du mouvement social ukrainien, qui constituaient le deuxième plus grand contingent présent après les Belges locaux.

Les interventions d’orateurs tels que l’avocat spécialisé dans le droit du travail [Vitaliy Dudin](https://www.rosalux.de/en/profile/es_detail/XOBYF7A8X8/vitaliy-dudin?cHash=9cc0ef8df8332b85e02254245b9c683f)(militant du mouvement social ukrainien de gauche), [Oksana Slobodiana](https://laboursolidarity.org/en/europe/n/3440/ukrainian-trade-unionists-and-feminists-speak-out) (dirigeante du syndicat des travailleurs de la santé Be Like Us), le dirigeant des travailleurs de la construction [Vasyl Andreiev](https://www.radiolabour.net/andreyev-130623.html) (vice-président de la Fédération des syndicats d’Ukraine, majoritaire) et Yuri Levchenko (dirigeant du People’s Power, initiative visant à construire un parti travailliste ukrainien), ont rappelé avec force les souffrances et les sacrifices liés à la résistance à l’invasion russe.

Ce fardeau pèse écrasant sur les épaules des travailleurs ukrainiens.

L’importance de la solidarité de la classe ouvrière et des syndicats avec le mouvement ouvrier ukrainien a été un fil rouge tout au long de la conférence et a fait l’objet d’une attention particulière lors d’une session qui a réuni [Sacha Ismail](https://ukrainesolidaritycampaign.org/author/sachaismail1/), l’agent de liaison syndicale de l’USC (Angleterre et Pays de Galles), [Cati Llibre](https://www.ugt.cat/tag/cati-llibre/) (vice-présidente de l’Union générale des travailleurs de Catalogne) et Félix Roux de la confédération syndicale radicale française [Solidaires](https://en.wikipedia.org/wiki/Union_syndicale_Solidaires).

Le thème suivant le plus abordé a été celui de la lutte féministe en Ukraine et du rôle des femmes dans la reconstruction du pays. Yvanna Vynna, de l’organisation féministe populaire Bilkis, [a fait une présentation mémorable](https://laboursolidarity.org/en/europe/n/3440/ukrainian-trade-unionists-and-feminists-speak-out) du rôle de son organisation dans le soutien simultané de l’effort de défense et de la lutte pour les droits des femmes.

La lutte permanente pour la défense des libertés civiles, en particulier dans les territoires occupés, a été abordée par Mykhailo Romanov, représentant du Groupe de protection des droits de l’homme de Kharkiv, et Bernard Dréano, président du Centre d’initiatives et d’études sur la solidarité internationale, basé en France, et initiateur de la [People First petition](https://people1st.online/) (qui demande la libération de tous les prisonniers de guerre de l’invasion russe).

Un message important a été transmis lors d’un atelier organisé par des opposants russes à la guerre de Poutine en exil. Maria Menshikova, correspondante du magazine interdit [Doxa,](https://en.wikipedia.org/wiki/Doxa_(magazine)) Dmitrii Kovalev ([Gauche pour la paix sans annexions](https://links.org.au/topic/left-peace-without-annexations)) et Viktoria (représentant [Feminist Anti-War Resistance](https://en.wikipedia.org/wiki/Feminist_Anti-War_Resistance)) ont tous souligné que toute victoire de « l’opération militaire spéciale » de Poutine serait une défaite pour le mouvement pour les droits démocratiques en Russie même.

Le succès de la conférence s’est surtout mesuré à la réaction des participants ukrainiens. Lors de la réunion publique de clôture, [Oksana Dutchak](https://commons.com.ua/en/authors/dutchak-oksana/), rédactrice en chef du journal ukrainien Commons, a comparé son humeur avant et après l’événement : sombre au début, compte tenu des manœuvres de Trump et Poutine pour « réparer » l’Ukraine dans son dos, et inspirée ensuite par la vague de solidarité à la conférence.

La solidarité compte. Le travail après Bruxelles est de la rendre plus forte et plus coordonnée. Un outil pour ce travail sera [le projet de déclaration de Bruxelles](https://docs.google.com/document/d/1wW3e_d5P3_xQhSa4jZuN57LyFyXIKxHD/edit?usp=sharing&ouid=113142627668707667594&rtpof=true&sd=true), qui sera adopté sous sa forme finale lors d’une future téléconférence et qui sera bientôt ouvert à la discussion et aux amendements.

**Dick Nichols**, publié en anglais par Green Left  
Dick Nichols est le correspondant européen de *Green Left*. Il a contribué à l’organisation de la conférence Solidarité avec l’Ukraine. Un article plus détaillé sur le rassemblement paraîtra bientôt dans *LINKS – International Journal of Socialist Renewal*.  
<https://www.solidarity-ukraine-belgium.com/post/la-conference-de-bruxelles-porte-la-solidarite-avec-lukraine-a-un-niveau-superieur>

Bruselas: una conferencia militante e internacionalista en solidaridad con Ucrania  
<https://satorzulogorria.org/bruselas-una-conferencia-militante-e-internacionalista-en-solidaridad-con-ucrania/>

**\*\*\*\*\*\*  
Intervention de Bernard Dreano RESU/ENSU France**

Plénière : Organiser la solidarité Bruxelles, 26-27 mars 2025 Conférence de solidarité avec l‘Ukraine

Permettez-moi quelques mots de présentation. Je m’appelle Bernard Dreano et je suis, membre d’une petite organisation française, le Centre d’études et d’initiatives de solidarité internationale CEDETIM qui existe depuis la fin des années 1960 …. Je suis aussi l’un des porte-paroles de la branche français du RESU, le réseau européen de solidarité avec l’Ukraine crée au moment de l’invasion à grande échelle de l’Ukraine par la Russie en 2022.

Je suis également membre d’une autre petite organisation, l’Assemblée européenne des citoyens, (appuyée lors de sa création en 1990 par le CEDETIM) dans la continuité des mouvements de solidarité et de lutte européennes pour la paix et la démocratie de la fin des années 1980 et dans les décennies qui ont suivi. Je rappelle cette histoire parce que c’est dans ce contexte que nous avons noués des liens avec des partenaires associatifs des mouvements dans des pays en situation de guerre (Balkans, Caucase), et aussi en Russie et en Ukraine, au sein à l’époque du réseau Helsinki Citizens’ Assembly. Très naturellement, dès 2014, avec la guerre dans le Donbass, nous avons à notre petite échelle, soutenu des organisations de défense des droits en Ukraine, dont le Kharkiv Human Right Protection Group ici présent, le Centre des libertés civiles, Zmina ou l’association Skhid SOS, et contribué à des initiatives de dialogue entre associations civiles ukrainiennes, russes et des mouvements allemands ou néerlandais, au sein d’une coalition appelée Civil M+. A la même époque se développait, de manière plus cohérente et plus efficace, la Ukraine Solidarity Campaign au Royaume Uni, qui est aujourd’hui un acteur majeur de cette conférence.

Nous avons constitué le RESU/ENSU actif dès le départ dans plusieurs pays européens – et aujourd’hui même au-delà de l’Europe -. Engagé dans le soutien à l’Ukraine face l’agression à grande échelle de 2022 sur un programme clair : soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien, solidarité avec les mouvements progressistes ukrainiens (politiques, associatifs, syndicaux, féministes, écologistes, défenseurs des droits civiques et humains, etc.) et avec les Russes anti-guerre.

Quelle a été, et quelle est la forme la plus concrète et la plus efficace de cette solidarité ? La coopération entre homologues, *peer to peer* comme on fit en anglais.

Des organisations progressistes, écosocialistes, sociales-démocrates, anti-autoritaires, écologistes, d’Europe et d’ailleurs coopèrent avec leurs partenaires ukrainiens et nous en avons une démonstration dans cette conférence

A cette conférence participent aussi des membres d’importants syndicats du Royaume Uni, d’Irlande, de France, de l’Etat espagnol…, et des organisations et réseaux syndicaux internationaux, avec des syndicalistes ukrainiens et ukrainiennes de la KVPU, de la FPU, de la santé (Sois comme nous) et nous avons un atelier avec des syndicalistes du Bélarus et de Géorgie. La solidarité des travailleurs est fondamentale, et s’exerce par les rencontres comme celle-ci, par les actions concrète de convois d’aide organisées dans plusieurs pays et aussi par des déclarations publiques de solidarité, comme récemment celle de presque toutes les confédérations syndicales françaises.

Coopération aussi avec leurs homologues ukrainiens des organisations de défense des droits humains, des environnementalistes, des mouvements étudiants, des groupes féministes, des défenseurs des droits des LGBTQ+, des communautés locales, etc. Autant d’initiatives et de champs d’actions peut être insuffisamment représentés dans cette conférence, mais qui existent dans de nombreux pays.

Cependant il ne faut pas nous cacher les difficultés que nous rencontrons pour mettre en œuvre ces coopérations pratiques et affirmer ces solidarités ; difficultés qui varient selon les secteurs sociaux et professionnel et selon les situations propres aux diverses régions et aux divers pays.

Ainsi par exemple, les appels des féministes d’Ukraine – et de Russie, n’ont pas eu d’écho du côté de la plupart des mouvements féministes de nos pays et des réseaux féministes internationaux. De très grands syndicats européens ont limité leurs activités vis-à-vis de leurs homologues ukrainiens, voire les ont absolument ignorés. Il en est de même de larges fractions des partis de gauche de toutes tendances en Europe et dans le monde.

Nous sommes confrontés à deux types d’attitude qui entravent toute solidarité effective.

Une logique d’évitement, souvent drapées dans un pacifisme abstrait, qui, tout en reconnaissant que la guerre est le fruit d’une agression de Poutine, consiste au mieux à se contenter d’activités humanitaires mais évite de s’engager auprès des Ukrainiens et Ukrainiennes, comme d’ailleurs auprès des Russes antiguerre, et de répondre à leurs demandes.

Une logique que l’on appelle le « campisme », qui au nom de considérations géopolitiques déconnectées de la réalité d’aujourd’hui, consiste *de facto* à reprendre tout ou partie du narratif auto-justificatif poutinien, et à abandonner, voire à combattre, toute solidarité avec le peuple agressé ses organisations et mouvements.

Notre solidarité ne signifie pas adhésion aux discours et alignement sur des propositions de des gouvernements de nos Etats. Nos amis ukrainiens, tous engagés dans la défense de leurs pays, n’en sont pas moins souvent critiques vis-à-vis de certaines politiques du gouvernement ukrainien actuel et nous les soutenons dans leurs activités pour la défense des droits sociaux et démocratiques.

Comme nous le demandent nos partenaires ukrainiens et russes anti-guerre, nous soutenons les droits du peuple ukrainien à l’autodétermination et à la sécurité dans l’intégrité de son territoire, le respect du droit international et les sanctions envers l’agresseur. Être solidaire signifie aussi refuser toute « négociations » à l’encontre des droits des premiers concernés, tout partage impérialiste Trumpo-Poutinien entre « grandes puissances » totalement incompatible avec une paix juste et durable.

**\*\*\*\*\*\*  
Intervention de Mounir Satouri, député européen français (Les Ecologistes /Les verts au PE), le 26 mars à   
la conférence de solidarité avec l’Ukraine   
du RESU/ENSU à Bruxelles,   
plénière « Quelle paix ?**»

Sur le conflit qui oppose l’Ukraine à la Russie, la seule exigence que j’ai posée, en tant qu’humaniste, c’est que le soutien à l’Ukraine doit se faire sur la durée.

Je suis fier, en tant que militant écologiste, de notre engagement, et en particulier, en tant que militant pacifiste, je peux dire que je suis fier du soutien à l’Ukraine.

En effet, je considère qu’il n’y pas là de contradiction. C’est parce que je me considère comme pacifiste que je ne peux que soutenir l’Ukraine. Le pacifisme n’est pas une reddition face à la loi du plus fort, mais un engagement. Le pacifisme, ce n’est pas céder à l’agresseur. C’est refuser la logique des armes, dans le respect du droit international, du droit des peuples à l’autodétermination, dans le cadre d’une négociation qui doit être réelle et juste.

Ce que fait le président Trump aujourd’hui en se retirant, il ne le fait pas au nom du pacifisme ni pour la paix, mais parce que son agenda est tout autre. Il veut transformer le cadre des relations internationales, sortir de la confrontation à la Russie  et construire un nouvel ordre mondial basé sur la brutalité et sur la force. C’est à ça que vous/nous faisons face.

Mais je tiens à souligner que le président américain a finalement un mérite : il est sorti de la logique du double standard. La semaine même où il a décrété la fin de l’assistance à l’Ukraine, il a annoncé vouloir vider Gaza de sa population pour y bâtir des gratte-ciels et pour y construire la Côte d’Azur moderne et nouvelle. Il est sorti du deux-poids deux-mesures. C’est sa cohérence à lui… Ce n’est pas le cas des décideurs européens, de mes collègues au Parlement européen et des dirigeants des États-Membres de l’Union Européenne. Et je le regrette.

Le deux-poids deux-mesures est en train de détruire l’image de l’Europe…

C’est au nom du multilatéralisme, de mes principes et de mes valeurs, de mon attachement au droit international que je soutiens l’Ukraine. Et c’est exactement de la même manière que je soutiens les populations civiles à Gaza, en Cisjordanie, en Palestine occupée.

Avec la même force, si je m’oppose à l’occupation de Poutine et de la Russie en Ukraine, je me dois de m’opposer à l’occupation de la Palestine par Israël. Toutes celles et ceux qui pratiquent le deux-poids deux-mesures fragilisent le droit, fragilisent l’Ukraine Toutes celles et ceux qui négocient l’universalisme et piétinent le droit international trahissent l’Ukraine… mais ils se fragilisent eux-mêmes en réalité.

Je vous disais venir en tant que pacifiste, mais je suis là aussi en tant que Président de la commission [DROI](https://www.europarl.europa.eu/committees/fr/droi/home/members) du Parlement européen. Les violations du droit international, les exactions commises en Ukraine ne sont plus à prouver. Et leurs responsables doivent répondre de leurs actes. Il n’y aura pas de paix juste sans justice. Et c’est dans ce sens que je soutien la Cour Pénale Internationale (CPI) et que je rappelle que les enquêtes en cours doivent pouvoir être menées jusqu’au bout. Pour cela, il est de notre responsabilité de tout faire pour maintenir la CPI, seul organe légitime à le faire.

Je suis scandalisé par les sanctions imposées et les défiances brandies au seul motif que la CPI a lancé un mandat d’arrêt contre Netanyahou. Comment vouloir la destruction de la CPI ? Comment laisser Mr Trump imposer des sanctions extraterritoriales qui pourraient nous empêcher nous, États européens ou autres États parties, de prendre les mesures juridiques que nous voulons ? En tant qu’États signataires du Statut de Rome, la CPI est notre Cour. Elle est notre outil de lutte contre les injustices internationales, elle est l’une des manières de rendre justice aux victimes. C’est comme si Poutine avait condamné la Cour suprême espagnole ou la Cour de cassation française sans que cela nous fasse réagir. Au contraire, nous devons mettre en marche tous les leviers utiles pour défendre la CPI.

Madame la présidente Von der Leyen pourrait décréter demain un statut de blocage pour contrer la décision de Trump. Cet outil européen de protection juridique existe, et il peut offrir protection et stabilité à la CPI… Au lieu de cela, pour le moment, elle ne prend pas ses responsabilités et prétexte le manque d’unanimité au Conseil. C’est un mensonge : au contraire, il ne faut qu’une majorité qualifiée pour activer ce « statut de blocage », et ce ne serait d’ailleurs pas la première fois : l’Europe l’a déjà activé pour contrer les sanctions américaines contre Cuba et protéger les entreprises européennes de leurs effets extraterritoriaux.

J’appelle la Présidente de la Commission européenne à prendre ses responsabilités pour protéger aussi les victimes ukrainiennes au même titre que toutes les victimes des violations du droit international !

Je suis aussi venu ici aussi en tant qu’écologiste et j’ai un message : à nous, Européennes et Européens, d’avoir des politiques efficaces. Un exemple : l’efficacité énergétique. Si on isolait nos maisons, on pourrait isoler Poutine. Tant qu’on achètera du gaz et du pétrole à la Russie, nous continuerons à financer les bombardements. Il est temps de construire notre autonomie énergétique pour sortir de la dépendance. Poutine nourrit sa guerre avec notre dépendance !

Enfin, je suis ici en tant que député européen et en simple citoyen.

Ce que subi l’Ukraine depuis 3 ans est venu bouleverser tous les acquis de l’Union Européenne. Nous croyions à la promesse européenne de paix. Non seulement cette paix est fragile et remise en cause par l’attaque russe en Ukraine, mais au-delà, la prospérité européenne se voit aussi directement perturbée, notamment avec l’inflation, d’autant plus subie par les plus fragiles.

Or le coût de la guerre ou de l’effort militaire ne peut, ne doit pas être supporté que par les plus faibles et les plus fragiles. En France, le gouvernement souhaite multiplier par deux l’investissement annuel dans l’armement sans augmenter les impôts, en particulier ceux des plus riches. Mais s’il y a des besoins avérés pour notre autonomie stratégique et pour le rapport de force diplomatique, pour le réarmement et une émancipation européenne, l’on ne peut la faire reposer sur l’ensemble de la population qui subit déjà largement les méfaits économiques et sociaux de la charge. L’effort doit être partagé et la justice fiscale doit être au rendez-d-vous si nous voulons que nos populations acceptent que nous continuions à soutenir l’Ukraine. La charge doit être partagée par toutes et tous, en, Ukraine comme en Europe.

 Enfin, j’insiste sur un dernier point : il nous faut un cadre européen sur l’exportation et l’importation des armes dans le respect des droits humains. Il faut poser les principes et les valeurs. Une arme n’est pas et ne doit jamais être une marchandise comme les autres.

**Mounir Satouri**Né au Maroc en 1975, défenseur des droits humains et écologiste. Engagé dès l’âge de 15 ans pour les droits humains, Mounir Satouri est emprisonné par le régime marocain pour avoir manifesté. Arrivé en France à 16 ans en 1991, il s’engage dans le syndicalisme étudiant et l’associatif, notamment contre le nucléaire et pour les droits humains.  
Engagé professionnellement dans le social, il a eu de nombreuses responsabilités au sein du parti écologiste en France, jusqu’à devenir député européen en 2019.

En tant que député européen il a consacré son premier mandat à la question des droits, mais aussi au sujet de la défense, par exemple en luttant ouvertement contre la prolifération nucléaire…  
Depuis 2024, Mounir Satouri est président de la commission Droits humains au Parlement européen… Les droits en Palestine, Tunisie, Egypte sont des causes régulièrement soulevées, mais également de nombreux sujets transversaux, comme la lutte contre le travail forcé, la protection des défenseurs des droits ou encore la justice sociale.

**\*\*\*\*\*\*  
Union syndicale Solidaires :   
Conférence de Bruxelles 26-27 mars 2025**

Donald Trump à la présidence des États-Unis en janvier 2025, la situation internationale est instable et lourde de menaces pour les peuples, les travailleurs·euses et la paix.

Plus que jamais, nous devons poursuivre le soutien à nos camarades syndicalistes en Ukraine ; avec eux et elles, nous sommes aussi en lien avec les collectifs féministes, LGBTQI, de citoyennes et citoyens, écologistes, de soldats, etc. Ils et elles se battent sur deux fronts, et désormais sur un troisième front celui contre l’impérialisme américain prédateur allié de Vladimir Poutine.

1) Il y a tout d’abord le front militaire face à l’agression impérialiste menée par les troupes russes en Ukraine. Le syndicalisme y est pleinement impliqué. La volonté néocoloniale de Poutine de « rassembler le monde russe » s’est heurtée à la résistance ukrainienne. Si cette résistance avait été suﬃsamment soutenue depuis trois ans (notamment militairement), nous aurions pu échapper à l’alliance entre Trump et Poutine. Une défaite de Poutine dans sa guerre d’annexion, de vol des enfants, de destruction des infrastructures et habitations, aurait d’ailleurs contribué à aﬀaiblir, voire abattre, son régime. La réalité du soutien est demeurée en deçà des besoins ukrainiens. Ne parlons pas de celles et ceux, notamment à l’extrême-droite mais aussi au sein de notre propre camp politique, qui n’ont eu de cesse de renvoyer dos à dos l’État russe agresseur et le peuple ukrainien agressé, réclamant une « paix » entérinant l’occupation militaire entamée en 2014, élargie depuis 2022.

2) Et puis il y a un deuxième front, un front social et politique, dans lequel le syndicalisme a un rôle déterminant. Nous rejoignons pleinement la présentation de cette conférence aﬃrmant que « les luttes des travailleurs ukrainiens et de leurs organisations syndicales, ainsi que des organisations féministes, environnementales, LGBTIQ+ et de défense des droits de l’homme, ont été indispensables à la résistance du pays, en premier lieu contre l’invasion russe, mais aussi contre les politiques antisociales adoptées par le gouvernement Zelensky. Elles sont également la meilleure garante que la reconstruction sera dans l’intérêt de la majorité sociale de l’Ukraine ». Nous souhaitons mentionner ce que disent nos camarades de Soyez comme nous (ex Sois comme Nina), posant clairement les défis qu’aﬀrontent les travailleurs ukrainiens. « Nous sommes convaincu·es que nous parviendrons à reconstruire l’Ukraine, où les droits syndicaux seront respectés dans tous les secteurs et où les employé·es recevront des salaires décents et auront des conditions de travail satisfaisantes. Ce ne sera pas facile. Mais vous avez vu notre force et notre engagement pendant la guerre. » Face aux diﬃcultés « Le moyen le plus eﬃcace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre la situation et contrôler tout de l’intérieur. En eﬀet, qui connaît mieux la situation de son hôpital, ses capacités, son administration que les employés eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par faire élire le directeur par le personnel lui-même. » Il est essentiel de rappeler que la solidarité syndicale internationale doit continuer à s’appliquer concrètement.  
Depuis le début de la guerre, Solidaires, avec l’ensemble des organisations syndicales françaises, se coordonne avec les syndicats ukrainiens pour assurer une solidarité effective et concrète avec les travailleurs·euses ukrainien·nes.  
Nous avons participé à des convois unitaires de solidarité afin d’acheminer en Ukraine de l’aide matérielle ainsi qu’à des convois organisés avec le Réseau syndical international de solidarité et de lues dans lequel nous sommes impliqués. Ces acons nous ont permis de mesurer concrètement l’engagement des travailleur·euses dans la défense du territoire et dans la défense de leurs droits contre les réformes néolibérales, la corruption et les oligarques, pour la défense de la santé, l’éducation, les salaires. Cela a montré à nos yeux une réalité : bien avant février 2022, les travailleur·euses, les syndicats par leur dynamisme faisaient partie de ces forces vives se battant pour les droits et la démocratie en Ukraine, toutes choses insupportables pour le pouvoir russe. Nous envisageons une nouvelle délégation syndicale dans les mois qui viennent afin d’y rencontrer l’ensemble des syndicats et mouvements avec lesquels nous sommes en contact, contacts établis maintenant depuis longtemps et entretenus régulièrement. En outre, les 23 et 24 février, nous participions aux manifestations ou rassemblements dans plusieurs villes de France.  
L’Union syndicale Solidaires est impliqué dans le Réseau européen de solidarité avec l’Ukraine et son collectif français. Les organisations syndicales de tous les pays doivent, selon nous, intensifier leurs échanges.  
Les échanges de pratiques et d’idées doivent continuer. Ces échanges bénéficient à nos organisations et à l’ensemble des militant·e·s. D’un point de vue politique et syndical, nous avons beaucoup à apprendre de nos camarades ukrainien·nes qui luttent en temps de guerre, tout comme nous avons beaucoup à apporter dans ces échanges : internationalisme en action reste essentiel.

Les organisations syndicales doivent continuer le combat pour une paix juste et durable en Ukraine impliquant : le retrait des troupes russes de l’ensemble du pays ; le retour des enfants ukrainiens volé·es ; la libération des prisonnier·es de guerre et des prisonnier·es politiques détenu·es en Russie : le jugement des responsables de crimes de guerre – au premier chef d’entre eux, Poutine ; l’annulation de la dette ukrainienne et enfin l’aide inconditionnelle à la reconstruction du pays.

Nous avons aussi, en tant qu’organisations syndicales, beaucoup de travail à mener dans nos pays respectifs, en gardant toujours à l’esprit que ces problématiques sont communes. Le rôle de l’extrême droite, partout en Europe, dans la diﬀusion de la propagande du Kremlin est particulièrement préoccupant. L’extrême-droit relaie cette désinformation et l’amplifie renforçant ainsi la menace réelle que représente la politique de Poutine pour l’Europe. Malgré les tentatives de certains de minimiser la menace russe, la politique de Poutine et sa volonté d’expansion demeure un danger sérieux pour la stabilité et la sécurité de l’Europe. Les organisations syndicales françaises appellent à agir contre la désinformation et ses relais. Il est impératif que les médias et les plateformes qui donnent une tribune à la désinformation soient tenus responsables. Plus globalement, la lue contre les impérialismes et les fascismes passera par la construction d’un modèle politique et de justice sociale et écologique à même de constituer un pôle d’attracion suscitant un autre imaginaire que le rapport de force débridé prôné par les réactionnaires alliés des capitalistes. L’enjeu de notre syndicalisme est donc de parvenir à peser dans le sens de la paix à condition qu’elle soit juste et durable.

**Union syndicale Solidaires**27 mars 2025

Intervención de la Union Syndical Solidaires (Francia)  
<https://satorzulogorria.org/intervencion-de-la-union-syndical-solidaires-francia/>